

COEXPAU

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
au Capital de 85.000 euros
Siège Social : 11 bis avenue Mac-Mahon – 75017 PARIS
492 154 620 RCS PARIS

OFFICE AU TRIBUNAL DE
 Commerce de Paris
 20 OCT. 2006
 N° DE DÉPÔT 84960

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 10 OCTOBRE 2006

L'an deux mille six, le 10 octobre à 11 heures.

Monsieur Dominique BERIARD, associé unique de la société CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT, société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de 85.000 euros, dont le siège social est 11 bis avenue Mac-Mahon à PARIS 17^e, suite à l'acquisition le 9 octobre 2006 de la totalité des parts sociales de la société CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT,

a dressé le présent procès-verbal.

L'associé unique rappelle l'ordre du jour :

- en conséquence de la cession de parts intervenue le 9 octobre 2006, modification des articles 6 et 7 des statuts ;
- pouvoirs.

Puis, l'associé unique prend les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'associé unique, suite à la cession de parts en date du 9 octobre 2006 et à l'attestation du gérant de ce jour, décide de modifier en conséquence les articles 6 et 7 des statuts :

« Article 6 - Apports - Formation du capital »

Lors de la constitution de la société, il a été apporté à la société une somme de 85.000 euros représentant :

1. apports en numéraire pour un montant total de	2.000 €
2. apports en nature pour un montant total de	83.000 €
Total égal au montant du capital social	85.000 €

Article 7 – Capital social – Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-CINQ MILLE (85.000) euros.

Il est divisé en HUIT MILLE CINQ CENTS (8.500) parts de DIX (10) euros chacune, intégralement libérées et souscrites et attribuées en totalité à l'associé unique, Monsieur Dominique BERIARD. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

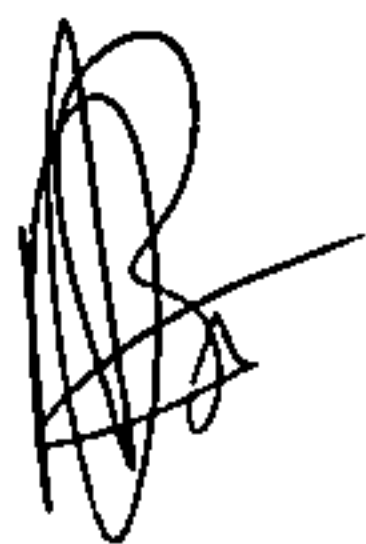
DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôts et de publicités.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

Dominique BERIARD

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Enregistré à : SIE-SAINT GERMAIN EN LAYE NORD

Le 11/10/2006 Bordereau n°2006/806 Case n°3

Ext 4128

Enregistrement : 73 €

Pénalités :

Total liquidé : soixante-treize euros

Montant reçu : soixante-treize euros

L'Agent

Frédéric BERMAN
Agent des Impôts

CESSIONS DE PARTS SOCIALES

Les soussignés,

Madame Martine CHEVALLIER épouse BERIARD, mariée sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage avec Monsieur Dominique BERIARD demeurant 1 allée des Guipières à Chatou (78400),

d'une part,

Et

Monsieur Dominique BERIARD, marié sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage avec Madame Martine CHEVALLIER demeurant 1 allée des Guipières à Chatou (78400),

d'autre part,

tous deux associés de la société **CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT**, ci-après désignée,

ont procédé de la manière suivante à une cession de parts sociales dans la société **CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT**, société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de 85.000 euros, divisé en 8.500 parts de 10 euros de nominal chacune, dont le siège social est 11 bis avenue Mac Mahon à PARIS (75017), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 492 154 620

CESSION DE PARTS

Cession de parts

Madame Martine CHEVALLIER épouse BERIARD cède et transporte, par ces présentes sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Dominique BERIARD qui accepte, deux cents (200) parts sociales de 10 euros de nominal chacune, lui appartenant dans la société **CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT**.



Monsieur Dominique BERIARD sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et aura seul droit aux produits desdites parts qui seront mis en distribution à compter de ce jour.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Origine de propriété

Les parts à céder appartiennent en propre au cédant pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société.

Dispense d'agrément

Les soussignés étant tous deux associés de la société CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT, la présente cession ne nécessite pas d'agrément, l'article 9 des statuts stipulant que les parts sont librement cessibles entre associés.

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de deux mille (2.000) euros que Monsieur Dominique BERIARD a payé à l'instant même à Madame Martine CHEVALLIER, qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

Dont quittance

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception du droit d'enregistrement, le cédant déclare que la société CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT est assujettie à l'impôt sur les sociétés.

FORMALITES

La présente cession sera rendue opposable à la société dans les formes prescrites par l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise d'une attestation de ce dépôt.

— Elle ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité et qu'après dépôt au greffe du Tribunal de Commerce, en annexe au registre du commerce et des sociétés de deux originaux du présent acte.



FUB

FRAIS

Les frais et droits des présentes seront supportés par la cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Chatou, le 9 octobre 2006
En cinq exemplaires.

Martine CHEVALLIER
Bon pour cession de deux cents parts

Dominique BERIARD

*"Bon pour cession
de deux cents parts"*

Berard



CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Au capital de 85.000 Euros

Siège social : 11 bis avenue Mac Mahon – 75017 PARIS

492 154 620 RCS PARIS

STATUTS MIS A JOUR LE 10 OCTOBRE 2006

Copie Certifiée Conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive 'B' followed by a long, sweeping horizontal stroke that extends to the right.

CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Au capital de 85.000 Euros

Siège social : 11 bis avenue Mac Mahon – 75017 PARIS

492 154 620 RCS PARIS

STATUTS

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société d'exercice libéral à responsabilité limitée régie par la loi du 31 décembre 1990, le chapitre III du titre II du code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : **CONSEIL, EXPERTISE ET AUDIT**

Le sigle est : **COEXPAU**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous son sigle.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société d'exercice libéral à responsabilité limitée » ou des lettres SELARL et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

Article 3 – Objet

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, en application de la législation en vigueur ou prévue par les normes ou les usages professionnels,

Et généralement, toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, de nature à favoriser sa réalisation ou son développement.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé au **11 bis avenue Mac Mahon – 75017 PARIS**

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Lors de la constitution de la société, il a été apporté à la société une somme de 85.000 euros représentant :

1. apports en numéraire pour un montant total de	2.000 €
2. apports en nature pour un montant total de	83.000 €
Total égal au montant du capital social	85.000 €

Article 7 – Capital social – Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-CINQ MILLE (85.000) euros.

Il est divisé en HUIT MILLE CINQ CENTS (8.500) parts de DIX (10) euros chacune, intégralement libérées et souscrites et attribuées en totalité à l'associé unique, Monsieur Dominique BERIARD.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 8 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 9 - Transmission des parts

Le consentement des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf s'il a déjà la qualité d'associé.

Article 10 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 11 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 12 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Article 13 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

Les gérants sont désignés par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La durée des fonctions des gérants est fixée par l'acte ou la décision qui les nomme. Ils sont toujours rééligibles.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 14 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 15 – Majorités

15-1. Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

15-2. Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Sauf exceptions stipulées au présent article, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être reportée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Par exception aux règles ci-dessus :

- les décisions extraordinaires ayant pour objet de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile ou en société par actions simplifiée, doivent être prises à l'unanimité des associés,
- la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié du capital social,

- la transmission où le nantissement de parts requiert le consentement des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société,
- la décision de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750.000 euros, est prise par les associés représentant la majorité des parts sociales.

Pour l'application de l'article 223-19 du code de commerce, seuls les professionnels exerçant au sein de la société prennent part aux délibérations prévues par ce texte lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils y exercent leur profession. (*L. 1990, article 12, al. 3*)

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 223-28 du code de commerce.

Article 16 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2007.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 17 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 18 - Nomination du premier gérant

Monsieur Dominique BERIARD, demeurant 1 allée des Guipières à Chatou (78400) est nommé gérant de la société pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Article 19 – Contestations

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents du siège social.